



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
*Pour diffusion immédiate*

**Rejet du projet de GNL Québec: une décision qui s'imposait !**

**Montréal, le 21 juillet 2021.** Le Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec (« [Collectif](#) ») accueille avec satisfaction la décision du gouvernement du Québec de rejeter le projet de GNL Québec, telle qu'annoncée aujourd'hui. Cette décision est en accord avec les avis maintes fois exprimés par les membres du Collectif au regard des énormes impacts négatifs d'un tel projet sur le climat et la biodiversité ainsi que des risques d'atteintes à la santé des populations et aux économies locales et régionales.

Selon Marie Saint-Arnaud, membre du Comité de coordination du Collectif, « nous nous réjouissons qu'une décision si importante du gouvernement du Québec soit alignée avec les constats des scientifiques qui ont analysé avec rigueur l'impact de grands projets comme celui de Gazoduc/GNL. Le rapport du BAPE était sans équivoque et l'avis des scientifiques indépendants sur le projet était sans appel : le projet dans son ensemble aurait eu un impact majeur en termes d'émissions de gaz à effet de serre et d'atteintes à la biodiversité. »

Selon Marc Brullemans, également membre du Comité de coordination du Collectif, « le rejet de ce projet devrait marquer un point tournant dans l'approche du Québec face au gaz dit "naturel". Ce gaz d'origine fossile n'est pas une énergie de transition. Quand on prend en compte les fuites et l'ensemble de ses impacts, il est aussi dommageable que le charbon sur le plan climatique. Le monde n'a pas besoin de ce genre de transition qui nous forcerait à "rentabiliser" des usines et pipelines neufs pendant les 30 ou 40 prochaines années au détriment d'un investissement dans la sobriété énergétique. »

Selon Bernard Bourget, membre du Collectif, « le rejet de ce projet était essentiel si le Québec voulait être crédible en matière de politique climatique. Certains diront que les gaz à effet de serre auraient été essentiellement générés dans l'Ouest canadien lors de l'extraction et à l'étranger lors de l'utilisation du gaz, mais cet argumentaire fondé sur l'alibi des frontières politiques masquait le rôle essentiel du Québec dans un projet dévastateur. De plus, nous devons utiliser notre hydroélectricité pour la transition énergétique du Québec et non pour liquéfier du gaz destiné à l'exportation. »

Le gouvernement avait en main tous les arguments pour prendre une décision fondée sur des analyses écologiques robustes et sur la démonstration de la non viabilité commerciale du projet. Au regard de l'ensemble des analyses scientifiques concernant les risques écologiques, économiques, sociaux et sanitaires liés aux projets gaziers et pétroliers, le gouvernement doit tourner le dos définitivement à la filière des hydrocarbures au Québec.

**Pour informations :**

Bernard Bourget, LL.B., M. Sc, MA., Comité de coordination du Collectif scientifique  
Tél : 514 894 0348; [bernard.bourget@vl.videotron.ca](mailto:bernard.bourget@vl.videotron.ca)

**Disponibles pour entrevues :**

Bernard Bourget, LL.B., M.Sc, MA., conseiller indépendant

Marc Brullemans, PhD, chercheur indépendant

Marc Durand, Doct-Ing., professeur retraité, UQAM

Éric Pineault, PhD, professeur, Institut des sciences de l'environnement, UQAM

Colin Pratte, LL.B., M.Sc, doctorant, UQAM

Christophe Reutenauer, professeur, UQAM

Marie Saint-Arnaud, PhD, chercheure associée, Centr'ERE, UQAM

Sebastian Weissenberger, chercheur, UQAM

**Le Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec** regroupe 130 scientifiques de différents champs disciplinaires, indépendants de l'industrie gazière et pétrolière et souvent rattachés à une institution d'enseignement supérieur. Depuis 2011, les membres du Collectif ont publié une vingtaine de mémoires dans le cadre de consultations publiques, et plus d'une cinquantaine de commentaires, lettres ouvertes et autres formes de contributions au débat public sur l'énergie au Québec. Le Collectif scientifique a participé aux audiences du BAPE sur le projet de GNL Québec à l'automne 2020 et a publié un mémoire détaillé sur les enjeux du projet, appuyé par plus de 200 références scientifiques.

Pour information sur le Collectif : Lucie Sauvé, professeure, UQAM